



Distr.: Générale
E/ECA/CODI/4/51

9 septembre 2005

**NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**FRANÇAIS
Original: ANGLAIS**

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**RAPPORT DE
LA QUATRIÈME RÉUNION DU
COMITÉ DE L'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT (CODI)**

**Addis-Abeba
23 – 28 avril 2005**

L'information en tant que ressource économique

Pour commander des exemplaires du rapport de la quatrième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI), veuillez contacter:

Publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba
Éthiopie

Téléphone: (251-1) 44 31 68
Télécopie: (251-1) 51 03 65

Adresse électronique: ecainfo@uneca.org
Site Web: <http://www.uneca.org/disd>

Toute partie du présent rapport peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	iii
ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES.....	iv
A. Séances plénières	1
B. Séances des Sous-Comités.....	8
Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques (point 7 de l'ordre du jour).....	8
Sous-Comité de la statistique (point 8 de l'ordre du jour)	17
Sous-Comité de la géo-information (point 9 de l'ordre du jour).....	22
C. Reprise de la séance plénière.....	28
Annexe1: Résolutions de la quatrième réunion du Comité de l'information pour le Développement.....	30
Annexe 2. Ordre du jour	31
Annexe 3: Liste des organismes observateurs	32

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

Liste des acronymes

AISI:	Initiative «Société de l'information en Afrique»
CCRCF:	Centre canadien de ressources en cyberpolitiques
FASDEV:	Forum pour le développement de la statistique en Afrique
IMAO:	Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest
INTIF:	Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation
NEPAD:	Nouveau Partenariat pour le développement
OCDE:	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD:	Objectifs du Millénaire pour le développement
SMSI:	Sommet mondial sur la société de l'information
UIT:	Union internationale des télécommunications

INTRODUCTION

La quatrième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI) sur le thème «*L'information en tant que ressource économique*» s'est tenue du 25 au 28 avril 2005 au Centre de conférence des Nations Unies, au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba. Elle a été précédée de manifestations organisées les 23 et 24 avril 2005. La réunion s'est tenue dans le cadre de séances plénières et de séances des trois sous-comités, chargés respectivement des technologies de l'information et de la communication, de la statistique et de la géo-information.

Des entreprises et des organisations internationales et locales ainsi que des services gouvernementaux spécialisés dans différents services, dont la cartographie et les systèmes d'information géographique, ont présenté des expositions techniques pendant la durée de la réunion. La CEA a elle aussi présenté les services et les produits d'information de ses divisions, programmes et initiatives. La réunion CODI IV a également accueilli une importante exposition itinérante financée par le Gouvernement finlandais. Ces expositions ont donné aux participants et aux exposants une occasion unique de se rencontrer et d'échanger des idées sur l'utilisation de l'information en tant que ressource économique.

Le Comité de l'information pour le développement, l'un des sept organes subsidiaires de la CEA, a été créé en 1997 lors de la 23^{ème} réunion de la Conférence des ministres africains chargés du développement économique et social et de la planification. Le Comité fournit des orientations concrètes et techniques au sous-programme de la CEA intitulé «Exploiter l'information au service du développement». La Division des services d'information pour le développement est la division chargée de la mise en œuvre de ce sous-programme qui couvre les technologies de l'information et de la communication (TIC), le développement statistique, le développement et la gestion des bases de données, la géo-information et les bibliothèques et les services de documentation et d'information.

A. SÉANCES PLÉNIÈRES

Participation

1. La réunion a rassemblé 415 délégués des États membres de la Commission cités ci-après: Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.
2. De nombreuses organisations et institutions internationales, nationales, régionales et sous-régionales ont également participé à la réunion à titre d'observateurs. On trouvera la liste complète des participants à l'Annexe 1.
3. Des expositions techniques ont été présentées pendant la réunion.
4. La réunion s'est tenue dans le cadre de séances plénières et de séances des trois sous-comités chargés respectivement des technologies de l'information et de la communication de la statistique et de la géo-information.

Ouverture de la réunion (point 1 de l'ordre du jour)

5. Le Président sortant de CODI, le représentant de l'Ouganda, a accueilli les participants à la cérémonie d'ouverture de CODI IV. L'ordre du jour annoncé a été modifié en ce sens que les observations liminaires de la Secrétaire exécutive adjointe par intérim de la CEA viendraient après l'énoncé des buts et objectifs de CODI par Mme Aida Opoku-Mensah, Administratrice chargée de la Division des services d'information pour le développement.

Dans son exposé, Mme Opoku-Mensah a décrit les deux principaux objectifs de CODI IV qui étaient 1) de rechercher, examiner et étayer les avantages et les bénéfices de la nouvelle économie de l'information et du savoir en tant que ressource économique, et 2) d'examiner l'avancement de la mise en œuvre des recommandations de CODI III.

Présentant la structure du programme de travail de CODI IV, elle a insisté sur les réunions qui s'étaient tenues avant la Conférence et a évoqué les thèmes de la réunion principale et de tous les sous-comités. Elle a également indiqué que les résultats attendus de CODI IV étaient notamment de déterminer et d'étudier les possibilités offertes par l'économie de l'information, en particulier pour le continent africain, et d'orienter la mise au point du programme biennal de la CEA sur l'exploitation de l'information au service du développement.

Mme Opoku-Mensah a déclaré que l'information avait gagné de l'importance au cours des 10 dernières années dans de nombreux secteurs, notamment grâce aux déréglementations et aux innovations. La concurrence économique avait été stimulée et avait servi de catalyseur pour la révolution de l'information qui créait des services d'information spécialisés dans de nombreux secteurs socioéconomiques, avec un impact considérable sur l'économie mondiale globale. Elle a souligné que l'information était un facteur d'opportunités et un moteur principal de l'interaction au niveau mondial et qu'elle entraînait une interconnectivité croissante entre les secteurs de l'information, dont les bibliothèques, la géo-information, l'information d'une part et l'économie mondiale d'autre part. L'évaluation de l'impact et du niveau de pénétration des TIC dans les économies africaines faisait désormais partie intégrante des activités de la Division dans

le cadre de l'initiative SCAN-TIC, dont l'objectif était de mettre au point des indicateurs permettant de mesurer l'impact de la société de l'information sur les secteurs socioéconomiques.

6. Dans ses observations liminaires, Mme Joséphine Ouédraogo, Secrétaire exécutive adjointe par intérim de la CEA, a décrit le passage progressif, pendant les 20 dernières années, d'une société industrielle à une société de l'information. Elle a souligné que le secteur industriel était l'un des secteurs qui avait le plus bénéficié de l'utilisation de l'électronique, notamment au niveau de la production.

Mme Ouédraogo a toutefois fait observer que la majorité de l'Afrique ne bénéficiait toujours pas des avantages de la révolution de l'information. Les gouvernements africains devaient donc veiller à ce que l'accès à l'information contribue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et qu'il ne soit pas un facteur de marginalisation supplémentaire pour les populations les plus défavorisées. Elle a souligné que les données statistiques, les systèmes d'information géographique et les TIC avaient non seulement contribué à faciliter la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations, mais qu'ils pouvaient aider les États membres à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les stratégies de réduction de la pauvreté et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Elle a également insisté sur la nécessité de partenariats public-privé, en tenant davantage compte des besoins des femmes, et a rappelé que la CEA et le PNUD avaient mis en place le premier réseau d'information des femmes entrepreneurs pour le développement (RIFED) en 1998 afin de renforcer les capacités des femmes chefs d'entreprise en Afrique au sein de l'économie de l'information.

Élection du Bureau et organisation des travaux (point 2 de l'ordre du jour)

7. Le Président sortant de CODI, le représentant de l'Ouganda, a remercié les membres du Bureau de CODI III. Ce dernier se composait comme suit:

Président:	Ouganda
Premier Vice-Président:	Niger
Second Vice-Président:	Gabon
Premier Rapporteur:	Namibie
Second Rapporteur:	Égypte

Le Président sortant a annoncé aux participants que les chefs de délégation s'étaient réunis précédemment et avaient élu le Bureau de CODI IV. Les participants ont approuvé le Bureau élu et adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux proposés par le secrétariat. Aucun amendement n'a été apporté et l'ordre du jour de CODI IV a été adopté sans observations ni réserves (document E/ECA/CODI/4/1). L'ordre du jour figure à l'Annexe 2. Le nouveau Bureau était le suivant:

Président:	Tunisie
Premier Vice-Président:	Afrique du Sud
Second Vice-Président:	Rwanda
Premier Rapporteur:	Ghana
Second Rapporteur:	Cameroun

8. Le nouveau Président, le représentant de la Tunisie, a déclaré que c'était un honneur pour son pays d'accueillir la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information en novembre 2005, rappelant que lors du premier Sommet tenu à Genève, le Président tunisien avait insisté sur la nécessité d'éliminer la fracture numérique en Afrique. Il a invité tous les

sous-comités à tirer parti du deuxième Sommet pour contribuer à accroître la participation de l'Afrique aux manifestations consacrées à la société de l'information au niveau mondial.

Débat introductif: «L'information en tant que ressource économique» (point 3 de l'ordre du jour)

9. Le discours d'orientation au titre de ce point de l'ordre du jour portait sur le thème de CODI IV *«L'information en tant que ressource économique»*. Les réponses au discours ont été faites au nom de chaque sous-comité, en mettant en évidence les implications dans chaque domaine. M. Moubarak Lo, Administrateur à la Société générale de banques du Sénégal (SGBS), a prononcé le discours d'orientation. Il a déclaré que les nouvelles caractéristiques de l'information et les changements survenus après la Seconde Guerre mondiale étaient notamment l'émergence des médias, y compris les télécommunications, la convergence des technologies de l'information et de la communication, des outils d'information plus faciles à utiliser et une information qui pouvait être réutilisée et transformée en gagnant de la valeur à chaque étape.

Il a décrit la chaîne de l'information, en commençant par les données, l'information, le savoir puis la compréhension. Le savoir était une ressource économique que les pays africains devaient apprendre à mieux utiliser. M. Lo a analysé trois facteurs de l'économie, l'impact de la macro- et de la micro-information et la contribution de l'Afrique à la société de l'information. Utilisant des graphiques pour évoquer la macroéconomie, il a souligné que l'utilisation des TIC avait augmenté la productivité dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et il a pressé instamment les gouvernements africains à appuyer les secteurs du savoir dans l'économie.

Au niveau microéconomique, il a expliqué que les entreprises obtenaient un avantage concurrentiel grâce à l'utilisation des TIC. Un tel avantage était parfois considéré comme moins important que les innovations, mais son objectif principal était de réaliser un bénéfice. Par conséquent, les entreprises de l'information pouvaient tirer parti des TIC en modifiant la nature de leurs produits pour correspondre aux besoins des consommateurs d'aujourd'hui.

10. M. Dayo Ogunyemi, membre du Comité technique consultatif de la CEA, avocat et consultant au Counsel Advisory Group/EMC Matrix, a reconnu dans sa réponse que les industries du savoir étaient responsables d'une grande partie de la croissance économique récente au niveau mondial et que l'Afrique restait pauvre parce qu'elle n'avait pas encore été capable d'obtenir suffisamment d'information et de savoir pour son développement. Il a déclaré que la question n'était pas de savoir si l'information fournissait une base valable pour restructurer et revitaliser les économies africaines mais plutôt de déterminer comment cela pouvait être fait et à quel prix. Il a ajouté qu'il était nécessaire que les gouvernements africains investissent dans les personnes et pas seulement dans les machines. Il a reconnu le rôle du secteur privé dans l'innovation technologique et la croissance de l'économie du savoir et a encouragé les participants à donner une place au secteur privé et à la société civile dans l'élaboration des politiques, en complétant les centres d'excellence du secteur public avec des politiques encourageant un secteur privé national et l'utilisation de partenariats public-privé pour fournir des biens et des services.

11. Dans la réponse donnée au nom des bibliothèques, M. Kingo Mchombu, de l'Université de Namibie, a évoqué la capacité de l'Afrique de se transformer en société de l'information. Il a souligné que, comme environ 70% de la population était encore agraire, il était nécessaire d'envisager différents moyens d'utiliser le savoir pour transformer la société. Les bibliothèques pouvaient donc aider l'Afrique à créer des produits d'information et de savoir, mais des

investissements supplémentaires étaient nécessaires vu que l'Afrique n'investissait qu'environ 1% dans ce domaine alors que ce chiffre se situait entre 1 et 5% en Asie. Il s'est également demandé à qui appartenait l'économie du savoir. Par exemple, la propriété intellectuelle envisageait la privatisation du savoir au lieu de considérer le savoir comme un bien collectif. Si l'Afrique ne répondait pas à ces questions, elle risquait de se voir dans une situation de dépendance sur le plan du savoir, similaire à la dépendance économique. L'orateur a préconisé de se reconnecter avec une époque antérieure où l'Afrique était une grande productrice de savoir, à l'origine des pyramides d'Égypte et d'un centre d'apprentissage à Tombouctou, pour aider le continent à se motiver pour sortir du piège de la dépendance sur le plan du savoir.

12. La réponse sous la perspective de la géo-information élaborée par M. Peter Adeniyi, Vice-chancelier de l'Université fédérale de technologie d'Akure (Nigéria), a été donnée par M. Ademola Omojola, de l'Université de Lagos. Évaluant le statut de la géo-information en Afrique, M. Adeniyi en a souligné l'importance compte tenu du fait que 80% de toutes les décisions étaient liées à l'espace et il s'est demandé si les investissements dans le domaine des TIC ne devaient pas, eux aussi, refléter ce pourcentage. Il a également insisté sur le besoin d'une infrastructure de cartographie (y compris une infrastructure opérationnelle pour les TIC et le cadre de référence géodésique, des cartes de référence et des stations de réception satellite pour la géo-information et l'infrastructure de données spatiales) et des politiques, des ressources et des structures permettant de mettre la géo-information à la disposition des décideurs et des communautés. Il a conclu que l'Afrique devait investir davantage dans les TIC, que les investissements devaient être davantage orientés vers la géo-information et qu'il fallait s'efforcer de mettre en place l'infrastructure correspondante et de tirer le plus d'avantages possible des investissements disponibles.

13. Dans sa réponse couvrant la perspective des statistiques, M. Buleti Nsemukila, Directeur de l'Office statistique de Zambie, a cité l'opinion de l'Union internationale des télécommunications (UIT), à savoir qu'il y avait un lien étroit entre la fracture numérique et la fracture statistique, cette dernière étant tout aussi, voire plus, importante que la précédente. Il a ajouté qu'au stade de l'introduction des données, l'utilisation de nouvelles technologies pouvait réduire le temps nécessaire pour collecter et diffuser l'information avant qu'elle soit périmée. Par ailleurs, l'utilisation de terminaux satellites et de réseaux étendus accélérerait l'établissement de statistiques commerciales et facilitait leur diffusion. Ainsi, alors qu'il fallait cinq ans pour obtenir des statistiques en Zambie, les données étaient maintenant disponibles en six mois, et le rapport définitif en deux ans, soit trois ans de moins. À son avis, les problèmes restants étaient la disponibilité limitée des TIC et des réseaux, l'exode des compétences dans le secteur statistique et une législation dépassée.

L'information dans les secteurs économiques (point 4 de l'ordre du jour)

14. M. Sheku Bangura, de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO), a fait un exposé sur *l'information statistique dans le secteur bancaire*, consacré à l'importance des statistiques dans ce secteur pour contrôler les activités monétaires et financières. Il a décrit différentes approches pour pallier les insuffisances des données statistiques. Certaines des limitations étaient liées à l'accessibilité et à l'actualité des données, auxquelles il faudrait remédier par la mise au point d'une base statistique rationnelle et étendue. L'établissement de directives, de manuels et de cadres pour la diffusion des données était particulièrement important. L'orateur a décrit la gamme de données statistiques nécessaires pour les activités bancaires et financières, soulignant que des données de bonne qualité devaient être disponibles en temps voulu.

15. L'exposé suivant sur *la géo-information et la gestion des ressources naturelles* par Francis A. Adesina, de l'Université Obafemi Awolowo (Nigéria), a porté sur trois domaines: l'utilisation des ressources naturelles en ce qui concerne le continent africain, les efforts internationaux en vue du développement durable dans le cadre du NEPAD et le rôle vital et les avantages économiques de la géo-information pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'orateur a insisté sur la désorganisation de l'exploitation des ressources naturelles sur le continent. L'un des principaux facteurs était l'absence d'informations géospatiales relatives à la répartition, au volume et à la qualité des ressources, ainsi qu'à l'impact potentiel de leur exploitation sur le plan environnemental et social. L'orateur a également demandé dans son exposé des efforts concertés nationaux et régionaux pour mieux faire connaître les systèmes de géo-information, leur valeur et leur potentiel pour l'élaboration de politiques nationales.

16. L'exposé sur *les TIC dans l'administration et le commerce international* par Matthew Wake, Centre du commerce international (CCI), a montré la croissance sans précédent du volume du commerce électronique au niveau mondial et les améliorations pour les utilisateurs, notamment en ce qui concerne la vitesse et la précision du traitement des commandes et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Parmi les nouvelles tendances ayant un impact notable pour l'Afrique, l'orateur a cité la sous-traitance du système de gestion et l'apparition du commerce mobile (m-commerce). L'Afrique du Sud détenait déjà une part importante du marché mondial de la sous-traitance, mais d'autres pays gagnaient eux aussi de l'importance. Au Ghana, 1 500 personnes étaient actuellement employées pour le traitement de données d'une compagnie d'assurance américaine. Il y avait aussi des centres d'appels au Kenya, au Sénégal et au Maroc, mais leur succès était limité.

17. Les participants ont examiné les questions ci-après:

- La nécessité pour l'Afrique de passer des idées, des concepts et des cadres à l'action et à la mise en œuvre, en reconnaissant l'importance des industries du savoir et le rôle qu'elles peuvent jouer sur le continent;
- Le rôle du secteur privé pour renforcer l'économie de l'information, y compris la participation des institutions financières, car ce secteur contribue à intégrer et à mettre en œuvre les concepts;
- L'utilisation de la géo-information dans des domaines tels que la gestion des ressources naturelles au niveau des communautés;
- Les problèmes liés à l'enregistrement de brevets et à l'acquisition de licences, obstacle au développement et à l'essor des TIC.

L'information en vue de la gestion économique et de l'esprit d'entreprise (point 5 de l'ordre du jour)

18. M. Ray Wilkinson, de Map Integration Technologies (Afrique du Sud), a fait le premier exposé sur *les services géolocalisés: étude du cas de l'Afrique du Sud qui peut s'appliquer à d'autres parties de l'Afrique*. Il a défini les services géolocalisés (location-based services) comme «des services qui exploitent l'information relative à la localisation de l'utilisateur d'un dispositif d'information», avec l'Afrique du Sud comme exemple. L'orateur a également insisté sur le besoin de coopération et de collaboration entre gouvernements, donateurs et entreprises privées/locales pour reproduire le modèle sud-africain où de telles collaborations permettaient le

développement précis d'une plate-forme spatiale intelligente pour les services géolocalisés qui amélioreraient l'entreprise économique, réduiraient les coûts pour le public en général et feraient gagner du temps.

19. M. Pierre Ouédraogo, de l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF) (France) a fait le deuxième exposé sur *les logiciels à code source ouvert et l'industrie de l'information*. Il a souligné que la notion de logiciel à code source ouvert reposait sur le principe de base que l'utilisation, la distribution, l'analyse ou la modification du logiciel ne faisaient pas l'objet de restrictions. Un tel logiciel n'était pas nécessairement gratuit, mais n'importe qui avait la liberté de l'utiliser et de participer à son développement et à sa maintenance. L'Afrique disposait déjà de suffisamment de compétences et de connaissances techniques dans le domaine des TIC pour appuyer la transition à un environnement de logiciel à code source ouvert. En conséquence, il y avait un marché pour ces services en Afrique.

20. M. Abraham Azubuike, de la Bibliothèque de la CEA, a fait le troisième exposé sur *les systèmes nationaux de savoir et le statut des politiques d'accès à l'information en Afrique*. Il a commencé par donner une définition d'un système national de savoir, considéré comme un avoir ayant une valeur économique. Il a cité plusieurs institutions nationales de savoir, comme les bibliothèques et les centres d'information, qui étaient les principaux dépositaires des ressources d'information et, partant, la source d'une réserve fondamentale de connaissances. Un réseau efficace de bibliothèques et de services d'information pour le développement économique, scientifique et technologique était donc l'un des éléments majeurs d'un système national de savoir. Ces institutions étaient importantes pour élargir la base des connaissances d'une société et permettre la participation à l'économie mondiale fondée sur le savoir.

21. Mme Frances Harper, de l'Initiative Paris 21 (OCDE), a présenté un film vidéo intitulé *Mesure et évolution de la pauvreté mondiale*. Elle a brièvement décrit les objectifs de Paris 21, en soulignant que les statistiques, sous réserve d'un traitement et d'une analyse corrects, pouvaient être utilisées pour cibler et évaluer les mesures concrètes et améliorer leur efficacité. Le film a clairement montré l'importance des données statistiques pour les décideurs, mais il fallait les concevoir, les collecter, les compiler et les présenter d'une façon qui transmette efficacement l'information et encourage leur utilisation.

22. Suite à ces exposés, les participants ont formulé diverses observations et suggestions:

- La question de la sécurité et de la souveraineté en ce qui concerne les logiciels a été soulevée. Les utilisateurs de logiciels privés et les pouvoirs publics dépendaient totalement du fournisseur du logiciel pour la sécurité et l'élimination de virus et de bogues;
- Les pays ont été invités à mettre au point des stratégies dans le domaine des TIC contenant un volet consacré aux logiciels d'accès libre. Le Président a cité le cas de la Tunisie et a demandé si les pays africains devaient élaborer une stratégie nationale concernant les logiciels à code source ouvert;
- Parmi les préoccupations soulevées, on peut citer les aspects juridiques de l'utilisation de logiciels à code source ouvert par rapport aux accords internationaux et aux règles de l'Organisation mondiale du commerce;

- Des questions ont été posées à propos des facteurs relatifs à la création d'une société et d'une économie fondées sur le savoir en Afrique;
- Certains participants ont demandé comment les parlements pouvaient contribuer à la transition vers une économie du savoir en Afrique;
- En outre, les participants se sont accordés à dire que les questions de sécurité et de souveraineté étaient fondamentales et exigeaient l'attention soutenue des sous-comités;
- Il convenait également de prêter attention au savoir et à l'information qui seraient déterminants pour le développement économique futur.

L'industrie de l'information (point 6 de l'ordre du jour)

23. Dans le premier document, intitulé *«Information statistique et intégration économique et monétaire: enseignements et étude de cas»* et présenté par M. Richard Michel, Économiste statisticien et consultant, il était dit que l'intégration économique et monétaire était une nécessité pour les pays africains étant donné que les agents économiques pertinents devenaient de plus en plus importants et que les chocs exogènes risquaient de compromettre des années d'effort de bonne gouvernance, alors que les capacités de renégociation des prêts et de la dette extérieure étaient faibles. L'information était toutefois considérée comme une nouvelle richesse économique et un facteur de motivation pour le développement et l'innovation, domaines dans lesquels l'information statistique harmonisée occupait une place privilégiée. L'orateur a confirmé qu'une information adaptée était indispensable pour la réussite de l'intégration économique et monétaire, au même titre que la confiance entre les partenaires. Il a souligné le rôle que jouaient les TIC pour faire avancer les statistiques, en accélérant les échanges techniques et en permettant la transparence entre les producteurs de statistiques nationales.

24. M. Craig Schwabe, du Conseil de recherche en sciences humaines (Afrique du Sud), a présenté, dans son exposé sur *«l'industrie de la géo-information en Afrique: perspectives et potentiel»*, trois études de cas en Afrique: le Botswana, le Malawi et le Mozambique. Le Botswana avait mis au point un atlas national qui fournissait l'un des ensembles de données de géo-information les plus complets pour le pays, sous forme imprimée et sur CD, alors que le Malawi mettait en place un service unique pour accroître l'efficacité et qu'au Mozambique, l'Institut national de statistique (INE) et la Direction nationale de la géographie et du cadastre (DINAGECA) collaboraient pour fournir des données de recensement national. Le Projet de cartographie mondiale avait montré que les pays africains pouvaient collaborer avec des partenaires mondiaux, mettre au point des ensembles de données normalisées, contribuer aux principes de l'infrastructure mondiale de données spatiales, et rendre la géoinformation disponible au plan international grâce à des portails Web. À l'avenir, l'industrie de la géo-information devait suivre une approche motivée par les besoins et mettre en œuvre l'infrastructure de données spatiales en tant que meilleure pratique internationale.

25. Le rapport intitulé *«Concurrence et transformation du secteur des télécommunications en Afrique: le cas du Kenya – enseignements tirés pour la gouvernance et la privatisation»* de M. Ernest Mwangi, du Kenya Leadership Institute, décrivait comment les organes réglementaires devaient être indépendants et distincts des structures politiques et agir pour empêcher les parties prenantes du secteur d'exploiter les consommateurs. Pour cela, ces organes devaient avoir une autonomie financière et des règles et des procédures leur conférant de la crédibilité. L'orateur a ensuite décrit la structure de la Commission des communications du Kenya (CCK), en précisant

que le Gouvernement nommait les hauts responsables de l'organisation. Cela signifiait que les demandes de licence étaient reçues mais ne pouvaient être délivrées, les différends ne pouvaient être réglés et des retards étaient pris dans la mise en œuvre d'une politique de concurrence visant à stimuler l'investissement dans le secteur des communications. Cet état de choses était à l'origine de l'échec des réglementations dans le secteur des (télé)communications.

26. Les participants ont formulé les observations ci-après:

- La réglementation laissait à désirer dans le secteur de l'information en Afrique, ce qui compromettait les perspectives économiques. L'une des suggestions était d'inclure la société civile dans les organes de réglementation, pour faire entendre la voix du public;
- L'Union africaine ou la CEA devrait aider les organisations sous-régionales à développer leurs activités statistiques, comme Eurostat avait aidé l'Union européenne à s'intégrer. Il a été noté que le Traité d'Abuja de 1991 prévoyait la création d'une banque centrale africaine et que l'information jouerait un rôle vital à cet égard. Actuellement, le système de paiements électroniques entre pays africains était plutôt un obstacle au commerce.

B. SÉANCES DES SOUS-COMITÉS

Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques (point 7 de l'ordre du jour)

Participation

27. Ont participé à la réunion du Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques, des délégués et des observateurs des États membres ci-après: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Gabon, Gambie, Ghana, Égypte, Éthiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie. Ont également participé à la réunion, les organisations régionales et internationales et les organisations des Nations Unies et les institutions suivantes: FAO, Ambassade du Japon, Free Software and Open Source Foundation for Africa (FOSSFA), Réseau de la société civile africaine dans la société de l'information, et Communauté de développement de l'Afrique centrale (SADC).

Ouverture (point 7.1 de l'ordre du jour)

28. Le Président en exercice a déclaré la réunion ouverte et l'Administratrice chargée de la Division des services d'information pour le développement a prononcé un discours d'ouverture exposant les objectifs de la réunion.

29. Le Bureau sortant du Sous-Comité des TIC a ouvert la réunion. Il était composé comme suit: Rwanda (Président), Zambie (Vice-Président) et Mauritanie (Rapporteur). Clément Dzidonu, Consul du Rwanda au Ghana, représentant le Rwanda, a fait un bref tour d'horizon de CODI III portant sur: le Bureau, le thème et les dates. Il a remercié tous les membres du Bureau sortant et en particulier la CEA, qui a assuré le secrétariat de CODI III.

Élection du Bureau et organisation des travaux (point 7.2 de l'ordre du jour)

30. Le Président sortant a dirigé l'élection du nouveau Bureau composé comme suit:

Président: Nigéria
Vice-Président: Égypte
Rapporteur: Tanzanie

Les participants ont ensuite adopté l'ordre du jour et le programme de travail de la réunion.

31. Mme Aida Opoku-Mensah, Administratrice chargée de la Division des services d'information pour le développement, a souhaité la bienvenue aux participants et a formé l'espoir que les travaux du Comité soient très productifs. Elle a exprimé le souhait que soit réexaminé le travail accompli jusque-là concernant le plan d'action régional de l'Afrique relatif au Sommet mondial sur la société de l'information. Le groupe de travail sur les bibliothèques, par l'intermédiaire de l'Administratrice chargée de la Division, a demandé l'autorisation de former un groupe de travail distinct. Le Sous-Comité des TIC et des bibliothèques a approuvé la demande.

32. Le Nigéria a ouvert la séance et l'ordre du jour a été adopté.

L'information en tant que ressource économique: les TIC dans la croissance économique (point 7.3 de l'ordre du jour)

33. M. Dayo Ogunyemi, membre du Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » (AIS), avocat et consultant du Counsel Advisory Group/EMC Matrix, a fait une présentation sur le thème « Information et croissance économique: le cadre juridique ». Il a expliqué comment les différentes façons de percevoir l'information influaient sur la formulation des questions juridiques et a abordé les perspectives juridiques relatives à chacune des questions. Il a également traité de questions nécessitant un cadre juridique lorsque l'information est perçue comme une ressource économique - questions de points de passage liées à la facilitation de l'échange d'informations, questions de contenus touchant à la protection des contenus et de l'information non liée au contenu comme la confidentialité et l'intégrité des données. Selon M. Ogunyemi, les questions liées aux droits de propriété intellectuelle traitaient l'information « créée » comme un bien fondé sur le savoir, sans pour autant toucher aux questions soulevées par l'information factuelle, qui pouvaient cependant avoir une valeur importante. Pour terminer, il a parlé de l'infrastructure mondiale de la propriété intellectuelle, des règles relatives aux droits de propriété intellectuelle, de l'élaboration de règles appropriées relatives aux droits de propriété intellectuelle, du commerce de l'information en tant que produit de base, de l'information et des particuliers et, enfin, de l'utilisation par le secteur public des données et informations.

Rapport d'activité (point 7.4 de l'ordre du jour)

34. Cette séance a été consacrée aux principales activités menées depuis CODI III.

Rapport sur les recommandations de CODI III (point 7.4.1 de l'ordre du jour)

35. M. Mohammed Timoulali, de la CEA, a fait une présentation sur les recommandations contenues dans le rapport de CODI III. Il a commencé par souligner le très faible taux de réponse des États membres au questionnaire envoyé par la CEA pour évaluer la mise en œuvre

des recommandations. Ce taux n'était que de 13 %, le questionnaire n'ayant été rempli que par le Bénin, le Cameroun, le Gabon, le Ghana, le Mali, le Niger et le Nigéria. M. Mohammed a rendu compte des résultats obtenus et des activités menées pour donner suite aux recommandations de CODI III, notamment l'accélération du processus de formulation, d'élaboration et de mise en œuvre des plans relatifs aux infrastructures nationales de l'information et de la communication; la promotion de l'approche participative; la mise en place d'un mécanisme mesurant les progrès accomplis en matière de TIC; la création de contenus améliorés et l'assistance pour la promotion des langues africaines; le renforcement des partenariats et de la collaboration; le renforcement du rôle des bibliothèques; la promotion de logiciels à code source ouvert et de logiciels gratuits; la facilitation du partenariat public-privé et la rationalisation des initiatives.

Rapport du Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » (point 7.4.2 de l'ordre du jour)

36. En sa qualité de Présidente de la quatrième réunion du Comité technique consultatif africain, Mme Sebiletso Mokone-Matabane a fait une présentation sur le rapport des activités du Comité. Elle a d'abord insisté sur le mandat du Comité et le rôle de ses membres, consistant, entre autres, à conseiller la CEA sur la mise en œuvre de l'AISI, à participer aux activités de plaidoyer et de recherche ainsi qu'aux consultations menées dans le cadre des instances régionales et internationales visant à promouvoir l'AISI et ses programmes. En ce qui concerne la voie à suivre, Mme Sebiletso a souligné que les membres du Comité concentreraient leurs efforts sur la mise en œuvre des plans d'action préparés par les sous-comités et continueraient de participer activement à la préparation du SMSI, en particulier de sa deuxième phase prévue à Tunis en 2005.

Rapport de l'atelier sur l'économie électronique (point 7.4.3 de l'ordre du jour)

37. Le présentateur a fait un compte rendu des résultats de la manifestation intitulée: Atelier du réseau mondial de ressources en cyberpolitiques (ePol-NET), organisé en collaboration avec Industrie Canada et le Centre canadien de ressources en cyberpolitiques (CCRCP). Les travaux de l'atelier ont porté sur quatre grands sous-thèmes: l'environnement favorable, l'économie électronique, les parties prenantes et le rôle de la statistique en tant que moyen d'action. L'accent a également été mis sur la prise en compte de la parité hommes-femmes, le rôle des jeunes, de la société civile et des pouvoirs publics dans l'économie électronique.

Rapport de l'atelier sur les logiciels à code source ouvert et les logiciels gratuits (point 7.4.4 de l'ordre du jour)

38. Les participants ont entendu lecture du rapport sur les résultats de l'atelier tenu avant CODI III sur le thème: «Utilisation des logiciels à code source ouvert en vue de l'information pour le développement», organisé en collaboration avec l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), pour examiner le rôle des logiciels gratuits et des logiciels à code source ouvert dans la promotion de l'information pour le développement socio-économique. Il ressort du rapport que les participants avaient discuté des questions de sécurité des logiciels à code source ouvert dans les environnements où l'information est une ressource clef et de la nécessité de renforcer les capacités des experts africains en logiciels à code source ouvert pour développer l'économie de l'information. L'utilisation des logiciels à code source ouvert dans l'administration publique et dans les entreprises, ainsi que l'inclusion d'une interface en langues locales dans lesdits logiciels avaient également été discutées.

Engagements pris au Sommet mondial sur la société de l'information à Accra et la voie à suivre (point 7.4.5 de l'ordre du jour)

39. M. Ridha Guelloz, Président élu de CODI IV, représentant la Tunisie, a fait la dernière présentation de la séance et a mis en évidence les résultats de la deuxième Conférence préparatoire régionale africaine du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), organisée en février 2005 à Accra, ainsi que les points essentiels découlant des travaux de la Conférence. Il a insisté sur le Plan d'action régional, dénommé «Engagements d'Accra», qui devrait être adopté en novembre 2005 lors de la deuxième phase du SMSI. M. Guellouz a indiqué que les « Engagements d'Accra » touchaient aux considérations tant politiques qu'opérationnelles de la préparation du SMSI. Il a insisté sur la nécessité d'établir des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux appropriés pour mettre en œuvre le Plans d'action du SMSI et le Plan d'action africain, ainsi que des programmes régionaux concrets à long terme, en plus de la création du Fonds de solidarité numérique.

40. Les participants ont fait, entre autres, les observations et recommandations ci-après:

- Il faudrait définir des politiques relatives aux logiciels gratuits et à code source ouvert, pour créer un développement porteur et durable en Afrique. En conséquence, CODI devrait appuyer et approuver le rapport Idlelo2 (IDLELO CHARTER) en tant que document directif destiné à stimuler l'adoption en Afrique des logiciels libres et à code source ouvert, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD);
- CODI devrait considérer les systèmes d'exploitation des ordinateurs comme faisant partie des infrastructures de base telles que les routes, les voies navigables, les routes aériennes ou le protocole de vérification de transmission sur Internet. Par conséquent, il faudrait que ces systèmes soient conformes au caractère évolutif des normes et soient interopérables pour s'intégrer harmonieusement dans l'infrastructure gouvernementale des TIC;
- Le rôle de la société civile dans les préparatifs du SMSI a été souligné et les participants ont été informés de l'existence du Réseau de la société civile africaine dans la société de l'information, qui avait prévu de tenir cinq ateliers sous-régionaux et les États membres avaient été invités à accueillir ces manifestations avant la tenue du SMSI à Tunis.

41. D'autres points ont été soulevés:

- Les raisons du faible taux de réponses au questionnaire concernant les recommandations de CODI III: elles tenaient peut être à une méconnaissance du processus et sans doute faudrait-il définir une mesure de TIC spécifique aux pays ou aux régions;
- La nécessité d'adopter des cyberlois, au vu des problèmes sans cesse soulevés par la lutte contre la cybercriminalité, pour donner aux pouvoirs publics et au public en général plus de confiance dans les activités relevant du commerce électronique. Dans ce dessein, il faudrait sans doute des programmes de formation et de renforcement des capacités à l'intention tant de la police ou de toute force spéciale chargée des enquêtes, que des experts en cybercriminalité et appliquer des cyberlois appropriées;

- Il conviendrait de renforcer la capacité du continent en matière de conception de produits à valeur ajoutée fondés sur le savoir et y faire participer le secteur privé;
- Le partenariat avec différentes parties prenantes serait la clef du développement de l'économie de l'information.

42. La séance a été levée à 13 heures.

Les TIC dans le développement socioéconomique (point 7.5 de l'ordre du jour)

Aspects nouveaux de l'économie de l'information en Afrique (point 7.5.1 de l'ordre du jour)

43. La première présentation de la séance, faite par Asefa Bahta de la Division des services d'information pour le développement, sur le thème *«L'économie de l'information en Afrique: les TIC dans les budgets des pays africains»*, a fait une analyse comparative de plusieurs pays africains et montré comment ils établissaient le budget des TIC. À l'évidence, de nombreux pays avaient des difficultés à allouer des rubriques budgétaires précises aux TIC. À l'exception de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Ghana, qui affectaient un budget distinct aux TIC, mais la plupart des pays se contentaient d'incorporer les frais relatifs aux TIC dans les budgets des secteurs existants.

Les services électroniques en Afrique: le secteur bancaire et le secteur des services financiers (point 7.5.2 de l'ordre du jour)

44. L'autre présentation, intitulée *«Les services électroniques en Afrique: le secteur bancaire et financier»*, a été faite par M. Omar Seck d'Entreprise Africa, qui a exposé dans les grandes lignes l'incidence des TIC et de l'industrie financière sur de nouveaux services dans le secteur bancaire et financier. Il a été admis que l'économie électronique reposait essentiellement sur des services bancaires et financiers électroniques, permettant une bonne exécution des opérations financières relatives aux échanges de biens et services transfrontières. La présentation a analysé quelques-unes des initiatives réussies de services électroniques en Afrique et a souligné les opportunités et les défis qui existent dans ce domaine.

Facilitation du commerce: le cas de l'autonomisation des douanes éthiopiennes (point 7.5.3 de l'ordre du jour)

45. M. Mekonnen Gebeyehu, des douanes éthiopiennes, a fait un exposé sur le thème: *Facilitation du commerce: l'exemple de l'automatisation des douanes éthiopiennes*. L'exposé a montré comment l'Éthiopie s'efforçait de d'améliorer l'accès à l'information, la vitesse de traitement de l'information et, partant, la transparence et la responsabilisation au sein du Département des douanes, en l'automatisant grâce à une application de logiciel fourni par la CNUCED.

Industrie émergente du logiciel (point 7.5.4 de l'ordre du jour)

46. M. Herman Chinery-Hesse, de la société de services et d'ingénierie en informatique Soft tribe du Ghana, a parlé de l'industrie émergente du logiciel, en expliquant pourquoi l'élaboration de logiciel, domaine nouveau pour le secteur privé africain, devait donc bénéficier

d'investissements pour créer cette industrie en Afrique, nécessitant un investissement relativement faible.

Innovation en vue de la croissance économique (point 7.5.5 de l'ordre du jour)

47. M. Abdoullah Cissé, de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) et Coordinateur du Réseau de recherche universitaire sur la création d'un environnement favorable, a parlé des quatre réseaux thématiques lancés par la CEA avec l'appui de la Fondation Ford, dont l'un est axé sur la promotion de l'industrialisation des TIC en Afrique.

TIC et réduction de la pauvreté (point 7.5.6 de l'ordre du jour)

48. L'exposé sur le thème «*TIC et réduction de la pauvreté*» été fait par M. Baharul Islam, un consultant de la CEA, qui a établi le lien qui existe entre les infrastructures nationales de l'information et de la communication d'une part et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le développement d'autre part. Il a illustré la présentation par le cas de la Gambie et la façon dont les synergies y étaient créées. Il a proposé une méthodologie pour rattacher systématiquement les deux processus, afin d'accélérer les efforts de réduction de la pauvreté.

49. Les points soulevés à cette séance ont été les suivants:

- Les pouvoirs publics ont été également invités à fournir davantage de ressources financières pour le développement et le financement des TIC, y compris le renforcement des capacités nationales d'industrialisation des TIC. L'importance de statistiques à jour a été soulignée par l'Égypte, car il avait été observé que la plupart des chiffres utilisés étaient en fait dépassés d'environ cinq ans;
- Il faudrait améliorer l'ensemble des statistiques relatives aux TIC, et notamment dresser un inventaire des dépenses consacrées aux TIC dans tous les ministères. Il faudrait également tenir compte du secteur informel dans l'établissement des statistiques relatives aux TIC. Les participants ont souhaité que les parlementaires, chargés d'approuver le budget sur les TIC, comprennent la nécessité et l'importance des TIC;
- Il a également été demandé d'investir des crédits budgétaires dans les TIC, et notamment d'amener les organes chargés des TIC à évaluer les besoins de chaque pays dans ce domaine et à proposer des rubriques budgétaires appropriées;
- Les participants ont insisté sur la nécessité de jeter les bases de l'industrie du financement électronique en Afrique pour intégrer les marchés financiers (nationaux, régionaux et internationaux) et faciliter les opérations bancaires, ainsi que sur la nécessité de moderniser le système d'information du secteur bancaire et financier;
- Les participants ont également demandé de promouvoir une réglementation du financement électronique propice au développement des marchés dans le cadre d'un système sécurisé, à même de promouvoir des services financiers novateurs pour les petites et moyennes entreprises et microentreprises;

- Les participants ont jugé nécessaire de promouvoir des industries locales du logiciel en Afrique.

L'environnement favorable et le développement du commerce électronique en Afrique (point 7.6 de l'ordre du jour)

Initiative panafricaine sur le commerce électronique (point 7.6.1 de l'ordre du jour)

50. M. Makane Faye, de la Division des services d'information pour le développement, a présenté l'étude conjointe de la CEA et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), intitulée *Initiative panafricaine sur le commerce électronique*, qui résumait les mesures proposées pour promouvoir le développement du commerce électronique en Afrique. L'étude portait sur les cadres juridique et législatif de 12 pays, à partir desquels une série de recommandations avaient été formulées.

Réseau de recherche des intellectuels africains relatif au SMSI: création d'un environnement favorable (point 7.6.2 de l'ordre du jour)

51. M. Abdoullah Cissé, du Sénégal, a parlé des travaux menés par le Réseau des intellectuels africains pour la création d'un environnement favorable et a exposé les conclusions des travaux de recherche du réseau thématique sur les cyberlois en Afrique.

Droits de propriété intellectuelle (point 7.6.3 de l'ordre du jour)

52. M. Eskedar Nega, de la Division des services d'information pour le développement, a présenté un document sur *la gestion des droits de propriété intellectuelle*, qu'il a qualifiée de préoccupation majeure à l'ère de l'information, dans la mesure où elle déterminait la façon dont de nouvelles richesses seraient créées dans l'économie de l'information.

Progrès accomplis dans l'édification de la société de l'information en Afrique (point 7.7 de l'ordre du jour)

53. Au cours de cette séance, les participants ont examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» et la voie à suivre et ont approuvé le programme de travail de la CEA pour la période biennale 2006-2007.

Rapport d'activités de la CEA sur la mise en place d'infrastructures nationales de l'information et de la communication - INIC (point 7.7. de l'ordre du jour)

54. Mme Atsuko Okuda, de la Division des services d'information pour le développement a fait une présentation sur l'état et l'effet de l'élaboration des politiques, stratégies et plans nationaux et régionaux relatifs aux *TIC comme principal moteur de l'économie électronique en Afrique*. Elle a déclaré que 28 pays avaient une politique en matière de TIC et que la plupart d'entre eux recentraient leur action sur la mise en place d'applications sectorielles. Des efforts étaient déployés pour renforcer l'harmonisation des infrastructures nationales de l'information et de la communication au niveau sous-régional, en apportant un soutien aux communautés économiques régionales (CER) pour l'élaboration de leurs stratégies sous-régionales. Mme Atsuko Okuda a rappelé l'importance du suivi et de l'évaluation et a encouragé tous les pays à participer au projet SCAN-TIC.

Réseau des partenariats (point 7.7.2 de l'ordre du jour)

55. Mme Nnenna Nwakanma, du Réseau de la société civile africaine dans la société de l'information, a fait une présentation sur le thème «Partenariats et réseau dans la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique »: le cas de la société civile. Elle a parlé de partenariats et de la participation de la société civile africaine dans le domaine des TIC, sur la forme de consultations, de séances de formation et d'ateliers sur les partenariats et la collaboration au niveau régional. Elle a également fait part aux participants de l'hébergement et de l'organisation des réseaux nationaux, ainsi que des défis à relever par le Réseau de la société civile africaine, à savoir, notamment, disposer d'un secrétariat fonctionnel et mettre en place des réseaux efficaces de la société civile à tous les niveaux de chaque pays.

Rapport du groupe de travail sur les bibliothèques (point 7.7.3 de l'ordre du jour)

56. Cette présentation a résumé les principaux points des débats du groupe de travail sur les bibliothèques. Le groupe de travail a discuté des progrès accomplis dans plusieurs domaines relatifs aux bibliothèques, ainsi que du mandat du sous-comité sur les bibliothèques dont la création a été proposée.

Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des bibliothèques en 2004-2005 et programme de travail pour la période biennale 2006-2007 (point 7.7.4 de l'ordre du jour)

57. M. Thierry Amoussougbo, de la CEA, a présenté le Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques en 2004-2005 et le programme de travail pour la période biennale 2006-2007. Sa présentation comprenait quatre axes: l'assistance aux États membres pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques et stratégies en matière de TIC (INIC ou stratégies électroniques); la gestion et le développement de ressources d'information et de savoir pour renforcer dans les États membres les capacités d'utilisation de l'information pour le développement; la promotion du partenariat et des réseaux; les activités de vulgarisation pour l'avènement de la société de l'information. En présentant le programme biennal, M. Amoussougbo a souligné que depuis la création de l'AISI, la CEA, et ses partenaires, continuaient de renforcer les capacités des États membres, en insistant sur l'information pour le développement et sur la participation du continent à l'économie électronique mondiale. Compte tenu des objectifs de l'AISI à l'horizon 2010, l'accent serait mis, au cours de la période biennale suivante sur la mobilisation de l'information en tant que ressource économique.

Groupe de travail sur les bibliothèques (point 7.8 de l'ordre du jour)

58. Le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques ayant accepté la création d'un groupe de travail sur les bibliothèques, celui-ci s'est réuni et a élu un président et un rapporteur, qui ont rempli leurs fonctions pendant la durée de la réunion. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés.

- Présidente: Mme Ellen Tise, University of the Western Cape (Afrique du Sud)
- Rapporteur: M. Stephan Akintundo, University of Jos (Nigéria)

59. **Participants:** Environ 50 participants venant de plusieurs universités, bibliothèques et institutions partenaires ont participé à la réunion du groupe de travail.

60. Les documents suivants ont été présentés:

- *What makes information a strategic economic resource: the role of librarians and other information professionals in Africa* (E/ECA/CODI/4/7/Add.2);
- *National knowledge systems and the status of information access policies in Africa* (E/ECA/CODI/4/50);
- Document de travail: le rôle des services bibliothécaires dans une économie du savoir.

61. Mme Petrina Amonoo, Bibliothécaire en chef de la CEA a ouvert la séance. Elle a déclaré qu'il s'agissait d'une occasion unique de réunir en tant que tel un groupe sur les bibliothèques pour discuter de questions concernant ce secteur et les soulever en séance plénière. Comme dans le cadre du SMSI, les bibliothèques devaient jouer un certain nombre de rôles et contribuer davantage à faciliter l'accès à l'information et au savoir, il était nécessaire de disposer d'un espace pour discuter de ces questions. Mme Amonoo a présenté les intervenants: le professeur Kingo (University of Namibia) et Mme Ellen Tise, University of Western Cape.

62. Le professeur Kingo Mchombu, dans sa présentation intitulée "*What makes information a strategic economic resource: the role of librarians and other information professionals in Africa*", a fait un examen critique des questions soulevées sur la société de l'information et le développement des bibliothèques et des centres d'information en Afrique. Il a parlé de données, d'information et de savoir, ajoutant que le savoir pouvait être divisé en deux catégories: le savoir tacite et le savoir explicite. Il a expliqué qu'il était beaucoup plus simple de représenter le savoir explicite ou codifié que le savoir tacite ou non codifié.

63. M. Abraham Azubuike, de la bibliothèque de la CEA, a présenté un document intitulé "*Systèmes nationaux de connaissances et état des politiques d'accès à l'information en Afrique*". Il a déclaré que le sujet avait des implications importantes pour la gestion des programmes de la CEA. Il a présenté deux cadres permettant d'améliorer les systèmes de connaissances. Dans le cadre de la CEA, il faudrait commencer par établir, dans une division, une équipe qui serait appuyée par un sous-comité de CODI. Ce sous-comité du savoir, des bibliothèques et des services d'information pour le développement serait créé dans une optique globaliste, de manière à maximiser son impact. Le mandat du sous-comité a été proposé.

64. Les questions suivantes, entre autres, ont été soulevées:

- La nécessité d'inclure le savoir local dans le travail des bibliothèques, qu'il faudrait exploiter pour le développement et qui pourrait être élargi pour créer de nouvelles formes de savoir permettant de résoudre des problèmes locaux et de renouer avec les acquis du passé;
- Les bibliothécaires africains devraient se pencher sur les besoins en matière de recherche et la société de l'information, y compris la portée que devrait avoir AVLIN;
- Il faudrait également stimuler l'investissement pour le développement des contenus;
- Il faudrait inclure les bibliothécaires dans la gestion du savoir.

Le rôle des bibliothèques et des services d'information dans l'économie du savoir dans le contexte du programme de travail du Comité de l'information pour le développement (point 7.8.1 de l'ordre du jour) 10

65. Les participants ont examiné les implications de l'information en tant que ressource économique et d'autres points soulevés sur les activités de CODI dans le domaine du savoir, des bibliothèques et des services d'information. Ils se sont prononcés en faveur de la création d'un sous-comité chargé du secteur des bibliothèques. Ils ont également examiné et analysé un programme de travail et un mandat qui, le cas échéant, conviendraient à ce sous-comité.

Groupe de travail sur le savoir, les bibliothèques et les services d'information pour le développement (point 7.8.2 de l'ordre du jour)

Discussion du programme de travail et du mandat du nouveau Sous-Comité du savoir, des bibliothèques et des services d'information pour le développement de CODI (point 7.8.2.1 de l'ordre du jour)

66. Le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques ayant accepté, lors de sa réunion du lundi 25 avril 2005, la création d'un groupe de travail sur les bibliothèques, celui-ci s'est réuni et a fait des propositions appropriées. Le groupe de travail a également examiné et adopté son projet de rapport.

67. Le rapport du Comité consultatif d'AVLIN adressé au Sous-Comité des TIC et des bibliothèques analysait le rôle et la valeur des ressources bibliothécaires et du savoir et recommandait l'adoption du Sous-Comité du savoir, des bibliothèques et des services d'information pour le développement de CODI.

Adoption du rapport du groupe de travail adressé au Sous-Comité des TIC et des bibliothèques de CODI (point 7.8.3 de l'ordre du jour)

68. Les participants ont, à l'unanimité, adopté le rapport du groupe de travail à présenter au Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques.

Questions diverses (point 7.9 de l'ordre du jour)

Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Adoption du rapport et séance de clôture (point 7.10 de l'ordre du jour)

69. Le Président a fait quelques observations sur la réunion et ses conclusions et a invité l'Administratrice chargée de la Division des services d'information pour le développement à prononcer le discours de clôture. Les participants ont à l'unanimité, adopté le rapport à soumettre à la séance plénière de CODI.

Sous-Comité de la statistique (point 8 de l'ordre du jour)

70. Le Sous-Comité de la statistique du Comité de l'information pour le développement a tenu sa deuxième réunion du 25 au 28 avril 2005 au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba. Au préalable, le Comité consultatif de la statistique en Afrique avait tenu sa deuxième réunion, le 24 avril 2005.

Participation

71. Ont participé à la réunion, 17 représentants des États membres suivants: Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Congo, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Mauritanie, Maurice, Maroc, Nigéria, Ouganda, Sierra Leone, Tanzanie, Tunisie et Zambie.

72. Ont également assisté à la réunion, les observateurs des organisations suivantes: Observatoire statistique et économique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), Centre de suivi écologique (CSE) - Dakar, Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan (ENSEA), Eastern Africa Statistical Training Centre (EASTC) de Dar es-Salaam, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Système général de diffusion des données (SGDD) du Fonds monétaire international (FMI), Institute of Statistics and Applied Economic (ISEA) de l'Université Makerere, Partenariat statistique au service du développement à l'aube du XXI^e siècle (PARIS 21), Statistics Canada, Équipes d'appui aux pays du Fonds des Nations Unies pour la population basées à Dakar et à Addis-Abeba, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO).

Ouverture (point 8.1 de l'ordre du jour)

73. Après avoir ouvert la séance, le Président sortant (Zambie) a invité le Directeur de la Division de la politique économique et sociale de la CEA à prononcer le discours d'ouverture.

Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 8.2 de l'ordre du jour)

74. Les participants ont examiné et adopté l'ordre du jour et le programme de travail de la réunion. Le Vice-Président sortant a dirigé l'élection du nouveau Bureau, qui a assumé ses fonctions pendant la durée de la réunion. Il était composé comme suit:

- Président: M. Celtus Kai (représentant de la Tanzanie)
- Vice-président: M. Souiden Mohamed Adel (représentant de la Tunisie)
- Rapporteur: Mme Grace Bediko (représentante du Ghana).

Rapport des pays (point 8.3 de l'ordre du jour)

75. Le secrétariat a présenté le document portant la cote E/ECA/CODI/4/CRP/13 et résumant les rapports annuels des pays suivants: Congo, Éthiopie, Mauritanie, Maurice, Niger, Sierra Leone et Tunisie.

76. Les rapports de l'Afrique du Sud, de Madagascar, du Kenya, du Maroc, et de la Tanzanie et du Maroc ont été soumis au secrétariat pendant la réunion. Maurice a fait une présentation sur son programme d'enquête permanente à objectifs multiples auprès des ménages. Trois autres pays (Maroc, Kenya et Tunisie) ont fait une présentation sur les principales activités de leurs bureaux respectifs.

77. Le Sous-Comité a indiqué que le modèle des rapports des pays devrait inclure d'autres composantes des systèmes nationaux de la statistique, ainsi que d'autres activités concernant, par exemple, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), des activités relatives à la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 et des éléments du Système

général de diffusion des données (SGDD) et/ou de la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD).

78. Le Sous-Comité a pris note des expériences positives de certains pays membres en matière de comités et de conseils consultatifs nationaux de la statistique et a suggéré que la CEA prévoit une analyse de ces expériences dans le projet d'étude sur l'organisation et la gestion des systèmes nationaux de la statistique.

79. Le Sous-Comité a exhorté la CEA à rappeler aux pays qu'ils avaient pour responsabilité de soumettre leur rapport national et à leur donner suffisamment de temps pour soumettre ces rapports.

Rapports, questions techniques et de fond (point 8.4 de l'ordre du jour)

80. Le Sous-Comité a examiné les documents suivants:

- Rapport sur les activités statistiques de la CEA pendant la période 2003-2005 et programme de travail pour l'exercice biennal 2006-2007 (E/ECA/CODI/4/4) et Rapport sur les recommandations de CODI III (E/ECA/CODI/4/29); (point 8.4.1 de l'ordre du jour);
- Rapport sur le suivi des recommandations du Conseil consultatif sur la statistique (E/ECA/CODI/4/20) (point 8.4.2 de l'ordre du jour)
- Rapport sur le suivi des recommandations du Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV) (E/ECA/CODI/4/CRP/10) (point 8.4.3 de l'ordre du jour)
- Rapport sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 (E/ECA/CODI/4/11) (point 8.4.4 de l'ordre du jour)
- E/ECA/CODI/4/38. Le Sous-Comité a également reçu une présentation PowerPoint sur la mise en place de la base de données statistique régionale de la CEA (point 8.4.5 de l'ordre du jour).

Rapport sur les activités statistiques au cours de la période allant de juin 2003 à avril 2005 et projet de programme de travail pour la période biennale 2006-2007 (point 8.4.1 de l'ordre du jour)

81. Le Sous-Comité a examiné les activités statistiques de la CEA pendant la période 2003-2005 et le projet de programme de travail pour la période biennale 2006-2007. Le secrétariat a également porté à l'attention des participants la nécessité de mettre en œuvre les recommandations de CODI III. Le rapport soulignait les réalisations et les contraintes liées à la mise en œuvre de ces recommandations.

82. Le Sous-Comité a noté la baisse continue du financement des comités techniques scientifiques et a demandé que le programme de travail pour la période biennale 2006-2007 soit revu en tenant compte des priorités fixées dans le cadre de programmes mondiaux comme la série de recensements de la population de 2010 ou la révision et la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993.

Rapport sur les activités du Conseil consultatif sur la statistique (point 8.4.2 de l'ordre du jour)

83. Le Conseil consultatif sur la statistique avait été créé lors de CODI III, en application de l'une des principales recommandations de CODI II.

Rapport sur le Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV) (point 8.4.3 de l'ordre du jour)

84. Le Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV) a été créé en mai 2004 par la Banque africaine de développement (BAD), la CEA, Paris 21 et la Banque mondiale. Le secrétariat a présenté un rapport sur la première réunion du Forum et sur le suivi de ses recommandations et a donné les grandes lignes de la voie à suivre.

Rapport sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) (point 8.4.4 de l'ordre du jour)

85. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Sous-Comité a examiné un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du SCN 1993 en Afrique.

86. Le Sous-Comité a pris note du fait que le transfert de connaissances techniques des experts invités aux experts nationaux était faible que les mesures prises à cet effet, n'étaient pas viables et qu'il y avait une pénurie persistante des ressources financières et humaines qui permettraient la mise en œuvre effectives du SCN 1993.

87. Le Sous-Comité s'est dit préoccupé par le fait que seul un faible nombre d'États membres avaient accompli des progrès suffisants dans la mise en œuvre du SCN 1993.

88. Le Sous-Comité s'est dit préoccupé par l'assistance insuffisante de la CEA aux pays africains dans la mise en œuvre du SCN 1993.

89. Le Sous-Comité a recommandé à la CEA de jouer un rôle important dans la mise en œuvre du SCN 1993, en privilégiant les activités de renforcement des capacités, notamment les ateliers, la formation, la fourniture de matériel et les missions consultatives, et en maintenant une collaboration fructueuse avec d'autres institutions régionales.

Mise en place de la base de données statistiques régionales de la CEA (point 8.4.5 de l'ordre du jour)

90. Les participants ont examiné le point de l'ordre du jour consacré aux bases de données statistiques. Un rapport a été présenté sur la mise en place de la base de données statistiques régionales de la CEA, suivi d'une démonstration du prototype déjà conçu.

91. Le Sous-Comité a accueilli avec satisfaction le travail accompli par la CEA pour la mettre en place une base de données statistiques; il a précisé que l'accès à la base devait être gratuit pour les institutions et les pays africains qui ont fourni leurs données, afin d'encourager l'utilisation des statistiques dans la région.

Coopération internationale et coordination et liaison interinstitutions dans le domaine de la statistique (point 8.5 de l'ordre du jour)

92. La coopération internationale, ainsi que la coordination et la liaison interinstitutions dans le domaine de la statistique ont été essentielles à l'exécution des activités.

Rapport sur les activités régionales et sous-régionales pour le développement de la statistique en Afrique par les partenaires (point 8.5.1 de l'ordre du jour)

93. Certains partenaires multilatéraux et bilatéraux ont présenté des rapports sur leurs réalisations et sur leurs programmes en cours intéressant l'Afrique.

Perspectives (point 8.6 de l'ordre du jour)

94. Les documents suivants ont été présentés au Sous-Comité, au titre de ce point de l'ordre du jour: a) le projet sur les statistiques ventilées par sexe, financé par le compte de l'ONU pour le développement, b) le Programme mondial de recensement de la population et de l'habitat de 2010 (E/ECA/CODI/4/37) et c) la note sur le Rapport de la Commission pour l'Afrique (E/ECA/CODI/4/40).

Le projet sur les statistiques ventilées par sexe (point 8.6.de l'ordre du jour)

95. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une note de synthèse relative au projet sur les statistiques ventilées par sexe a été présentée et discutée.

96. Le Sous-Comité a pris note du projet sur les statistiques ventilées par sexe, qui serait exécuté par le Centre africain pour le genre et le développement (CAGED), en collaboration avec l'Équipe de statistiques. Il a souligné qu'il faudrait, dans la conception du projet, veiller à la viabilité des activités tant à la CEA que dans les pays participants.

Le Programme mondial de recensement de la population et de l'habitat de 2010 (point 8.6.1 de l'ordre du jour)

97. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une note de synthèse relative au Programme mondial de recensement de la population et de l'habitat de 2010 a été examinée.

98. Le Sous-Comité a recommandé à la CEA de concevoir un modèle permettant de cerner les enseignements tirés par les pays des recensements précédents et d'en tenir compte dans les préparatifs du Programme mondial de recensement de la population et de l'habitat de 2010.

99. Le Sous-Comité a suggéré que la CEA prenne les dispositions nécessaires pour rassembler, auprès des pays, les informations concernant leur expérience des recensements de la population et de l'habitat, pour en faire la principale source d'information.

Déclaration de la Commission pour l'Afrique sur la statistique (point huit. Six. Trois de l'ordre du jour)

100. La déclaration de la Commission pour l'Afrique sur la statistique a été l'objet du débat. Le Sous-Comité a demandé à la CEA de distribuer aux États membres la composante statistique du Rapport de la Commission pour l'Afrique et d'exploiter ledit Rapport.

Adoption du rapport (point 8.7 de l'ordre du jour)

101. Le Sous-Comité a adopté le rapport à soumettre à la séance plénière de CODI. Le Président a fait quelques observations sur les résultats de la réunion, puis a demandé au Directeur de la Division de la politique économique et sociale (DPES) de prononcer le discours de clôture. Le Président a déclaré close la réunion.

Sous-Comité de la géo-information (point 9 de l'ordre du jour)

Première séance du Sous-Comité de la géo-information

102. Le Sous-Comité de la géo-information a organisé des séances plénières conjointement avec les Sous-Comités des TIC et de la statistique, et tenu des séances séparées sur les questions de fond. Les innovations, la recherche et les applications ont été examinées au titre des questions techniques. Au nombre des manifestations spéciales figuraient une exposition technique d'outils, d'équipements et de services de la géo-information, une réunion de groupe spécial d'experts sur l'adressage sur site en Afrique, un atelier sur les facteurs qui influencent l'utilisation de la géo-information dans le domaine du développement, un autre sur la mise en place de l'intégration de l'infrastructure de données spatiales (IDS) et de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication. Pour consacrer suffisamment de temps aux exposés et aux discussions, le secrétariat n'a retenu, pour les différentes séances, qu'un nombre limité de documents de travail.

Participation

103. Ont pris part à la réunion des représentants des États membres suivants: Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigéria, République du Congo, Sénégal, Soudan, Swaziland, Tanzanie et Zimbabwe. Étaient également présents les observateurs des États suivants: Canada, États-Unis d'Amérique, Japon, et Suède.

104. Les organisations suivantes ont été représentées par des observateurs: Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT); EIS-Africa; Institut de recherche pour l'environnement (ESRI); Association mondiale pour les infrastructures de données spatiales (GSDI), Association cartographique internationale (ACI), Société internationale de photogrammétrie et de télédétection (SIPT), Institut international des levés aérospatiaux et des sciences de la terre (ITC, Pays-Bas), NASRDA, Ressources naturelles Canada, Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD, Kenya), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS), Agence spatiale canadienne, South African Space Agency, Centre de développement minier de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (SEAMIC), GEOCAT, Université de Lagos (Nigéria); Oakar Services, Conseil de la recherche en sciences humaines, Map Integration Technologies, Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et MAPS Geo systems.

Ouverture (point 9.1 de l'ordre du jour)

105. La réunion a été ouverte par le Président sortant, le représentant du Kenya, qui a invité les participants à élire le Bureau exécutif.

Introduction, organisation des travaux et élection du Bureau (point 9.2 de l'ordre du jour)

106. Les participants ont élu le nouveau Bureau, constitué du Président, du Premier Vice-Président, du Deuxième Vice-Président et d'un Rapporteur, qui ont exercé leur mandat pendant la durée de la réunion. Le secrétariat a fait une brève présentation sur le Sous-Comité de la géo-information de CODI (CODI-Géo) et sur l'organisation des travaux de celui-ci, y compris les aspects techniques et logistiques. Les projets d'ordre du jour et de programme de travail ont été adoptés.

107. Le Bureau a été élu comme suit:

- Président: Soudan
- Premier Vice-Président: Swaziland
- Deuxième Vice-Président: Congo
- Rapporteur: Éthiopie

108. Après la passation de service, le nouveau Président a remercié le Bureau sortant et s'est engagé à mettre en œuvre les recommandations de CODI.

109. Le représentant du secrétariat, M. Chukwudozie Ezigbalike, Chef de l'Équipe de la géo-information de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a présenté le programme de travail des trois jours de la réunion et invité les participants à tenir des séances bilatérales avec les partenaires internationaux.

La géo-information en tant que ressource économique (point 9.3 de l'ordre du jour)

110. M. Doug Culham, Arpenteur général adjoint au Secteur des sciences de la Terre de Ressources naturelles Canada, a fait un exposé sur le thème: «Réforme cadastrale, droits de propriété et développement économique». Il a souligné que la réforme cadastrale visait à intégrer le droit foncier et les systèmes d'immatriculation et de levé dans un programme de gestion cadastrale et foncière qui favoriserait durablement le développement économique et la protection des ressources naturelles. Il a souligné, à partir de l'expérience canadienne, les points suivants:

- Il faudrait mettre l'accent sur le développement institutionnel de la propriété, de la parcelle et du cadastre;
- Il n'existe pas de modèle cadastral parfait en toutes circonstances;
- Les modèles doivent être flexibles et évolutifs;
- Les autorités doivent aller vers les populations et «ramener le dialogue au niveau des usagers».

111. Répondant, au nom du Sous-Comité de la géo-information, à l'exposé introductif, M. Demola Omojola a fait le point des questions soulevées dans l'exposé qui ont trait au thème: la géo-information en tant que ressource économique. Il a réaffirmé l'importance du cadastre comme ressource économique et souligné que les systèmes cadastraux devaient être évolutifs et répondre aux besoins de la société.

112. Au cours des discussions ayant suivi l'exposé, les points suivants ont été soulignés:

- La réforme cadastrale du Canada visait à accroître l'investissement et le PIB, mais l'expérience a montré qu'il était difficile de mesurer les avantages sociaux et culturels de cette réforme. En outre, pour que la réforme soit efficace, il est essentiel de préserver le droit des populations à participer à la prise des décisions. Au Canada, l'accent a été mis sur les aspects suivants:
 - Indépendance, autosuffisance et autonomie des autochtones;
 - Mise en valeur des ressources naturelles et développement communautaire;
 - Préservation des terres des Premières nations.
- Les participants ont reconnu qu'il faudrait d'abord faire mieux comprendre la valeur de la géo-information comme outil de prise de décisions avant d'en présenter les aspects techniques aux décideurs. Ils ont également reconnu qu'il faudrait opter pour une approche axée davantage sur le contenu que sur la technique;
- Il a été noté que le développement de la géo-information ne s'était pas fait au même rythme que celui des TIC classiques et qu'il faudrait redoubler d'efforts, 80% des informations étant géographiques, pour augmenter le financement des activités de la géo-information ;
- Il a été unanimement admis que la sécurité des personnes et la souveraineté des territoires étaient importantes pour le développement économique. Un système cadastral équitable présentait des mesures conservatoires et favorisait la production. À cet égard, l'exemple du Canada concernant les communautés, les populations autochtones et les Premières nations pourrait présenter des similitudes avec le cas de l'Afrique;
- Pour ce qui est d'accroître le recours à la télédétection, l'accent a été mis sur les solutions à faible coût, y compris les technologies sans fil et la largeur de bande. Celles-ci renforcent l'autonomie et offrent de nombreuses possibilités telles que l'utilisation de capteurs en temps réel dans les systèmes d'alerte rapide. Cependant, ces efforts doivent s'accompagner d'une formation dans les instituts régionaux et universitaires;
- Il a été souligné la nécessité de renforcer les capacités humaines et institutionnelles, de formuler et de mettre en œuvre sans délai une politique africaine en matière d'IDS;
- Les participants ont unanimement estimé que les décideurs devaient se prononcer sur ces questions à leur retour dans leurs pays respectifs. Seul un petit nombre de pays avait un plan et une stratégie appropriés en matière de géo-information. Il a été souligné qu'il faudrait tirer des enseignements des stratégies que l'Amérique du Sud est en train de mettre au point pour les pays du continent;
- Les participants ont par ailleurs reconnu la nécessité de produire des données fiables et de ne pas formuler de politiques sur la base des données actuelles peu fiables;

Rapports d'activité (point 9.4 de l'ordre du jour)

113. Le secrétariat a présenté un rapport sur les activités de la CEA dans le domaine de la géo-information depuis CODI III. Le rapport comprenait un résumé de la situation des IDS dans les États membres, en soulignant les liens entre les infrastructures de données spatiales (IDS) et les infrastructures nationales de l'information et de la communication (INIC). Le Président sortant du Groupe de travail exécutif a fait un exposé sur les activités du Groupe. De brefs exposés ont également été faits par les représentants des bureaux sous-régionaux de la CEA et par ceux d'autres organisations partenaires: RECTAS, RCMRD, OACT, SEAMIC, GSDI, ACI et JICA, entre autres.

Questions de fond (point 9.5 de l'ordre du jour)

Intégration de l'infrastructure de données spatiales et de l'infrastructure nationale de l'information et de la communication (point 9.5 1 de l'ordre du jour)

114. André Bassolé, consultant de la CEA, a présenté les résultats de l'étude sur l'intégration des IDS dans les INIC. Après avoir décrit le processus de développement de ces deux types d'infrastructures, il a souligné qu'il était important de les intégrer pour mettre en œuvre pleinement l'Initiative «Société de l'information en Afrique (AISI)». Il a proposé quatre scénarios basés sur les niveaux respectifs de développement des IDS et des INIC dans les pays. Il a aussi souligné que l'étude serait affinée une fois reçues les contributions de CODI et les évaluations critiques des pairs. Les discussions ont porté sur les points suivants:

- Il a été proposé de chercher, dans les différences de taille et de qualité des communautés concernées, une explication possible du développement inégal des IDS et des INIC en Afrique;
- Certains participants ont estimé que l'intégration «à la dure» ne conviendrait pas au monde de l'information géographique, tandis que d'autres ont exprimé le souhait de voir les IDS et les TIC se développer de façon intimement liée;
- De nombreux participants ont vivement soutenu que l'information géographique (IG) était partie intégrante des TIC et que, par conséquent, il était logique, voire évident d'intégrer les INIC et les IDS;
- Une contribution d'Afrique du Sud a montré un exemple pratique de collaboration entre les milieux de l'IG et des TIC pour éviter les doubles emplois;
- Le développement des IDS est un processus long et les progrès accomplis jusque-là par les pays africains sont loin d'être négligeables. Le secteur de la statistique, un des trois piliers de l'information pour le développement, doit être introduit dans le débat sur l'intégration;
- La réunion a favorablement accueilli l'offre de la CEA d'ouvrir, pour une durée limitée (un à deux mois, par exemple), un débat en ligne sur le projet de rapport d'étude, avant d'en publier la version finale;

La réunion a adopté le principe d'intégration des IDS et des INIC, en y incluant le secteur de la statistique.

Rapport sur les systèmes d'adressage (point 9.5.2 de l'ordre du jour)

115. M. Remy Sietchiping a présenté le rapport de la réunion préparatoire du groupe spécial d'experts sur l'adressage des sites. Il a décrit les objectifs de l'initiative, souligné la nécessité de l'adressage et formulé des recommandations sur les moyens d'y parvenir.

Les questions suivantes ont été soulevées:

- L'adressage des sites devrait être une composante des activités relatives aux noms géographiques dans tous les pays;
- Il a été proposé d'utiliser les termes «habitat spontané», de préférence à celui de «taudis»;
- Il a aussi été proposé d'appeler les principales parties prenantes (les ministères des télécommunications, par exemple) à soutenir les projets d'adressage des sites;
- L'un des objectifs du système proposé était de normaliser et d'intégrer les divers systèmes et bases de données, y compris le cadastre;
- L'étude visait aussi à fournir aux États des conseils en matière de planification et de mise en place de systèmes d'adressage;

Le Sous-Comité a adopté le rapport, à soumettre à CODI.

Utilisation de l'information géographique pour le développement (point 9.5.3 de l'ordre du jour)

116. La réunion a reçu le rapport de l'atelier préparatoire sur «l'utilisation de la géo-information pour le développement » organisé à la CEA les 23 et 24 avril 2003. Le rapport, présenté par Craig Schwabe de la South African Human Sciences Research Council (HSRC), était axé sur les facteurs déterminant l'utilisation de la géo-information et contenait les conclusions des participants et les trois recommandations suivantes:

- Normalisation des systèmes cadastraux des pays africains ;
- Mise en place d'un Groupe de travail opérationnel sur la communication pour se rapprocher des décideurs régionaux, sous-régionaux et nationaux;
- Appel à la CEA pour qu'elle facilite la tenue régulière des réunions des trois sous-comités de CODI.

Il a été noté que plusieurs des questions soulevées avaient déjà été intégrées dans le plan de travail du Groupe de travail exécutif de CODI-Géo. La réunion a adopté le rapport.

Questions techniques (point 9.6 de l'ordre du jour)

117. Au cours de cette séance, des rapports sur les questions suivantes ont été présentés:

Groupe de travail de cartographie pour l'Afrique (point 9.6.1 de l'ordre du jour)

118. M. Derrick a présenté la Déclaration de Durban du Groupe de travail de cartographie pour l'Afrique, pour l'examen et adoption. Le Sous-Comité a adopté les recommandations présentées en 16 points.

119. Il était recommandé, entre autres, à l'Association cartographique internationale (ACI) de mettre sur pied un groupe de travail sur la cartographie pour l'Afrique chargé d'en coordonner l'application. Il a été signalé que l'Association avait déjà mis en place le groupe de travail, que présidait M.Haggai Nyapola du Kenya.

Le Groupe exécutif de travail de CODI-Géo (point 9.6.2 de l'ordre du jour)

120. Dans le cadre de la mise en œuvre de la décision de CODI III relative à la création d'un groupe de travail permanent pour superviser les activités de CODI-Géo, le Groupe de travail exécutif a été mis en place. Son rapport a été présenté au Sous-Comité par M. Kombo Mwero, (Directeur de l'Agence nationale de cartographie du Kenya (*Survey of Kenya*)).

121. Le Sous-Comité a été informé dans le rapport que le Groupe de travail exécutif s'était réuni en août 2004 et avait créé quatre groupes de travail chargés des thèmes suivants: renforcement des capacités, ensembles de données clefs, référentiel géodésique africain et normalisation. Les groupes de travail ont élaboré leurs mandats et élu leurs membres.

122. Il a également été signalé que la CEA avait créé un forum de discussion en ligne du Groupe de travail exécutif et demandé l'augmentation du nombre de réunions pour faciliter et accélérer les activités de celui-ci. Le Groupe a demandé à la CEA de mettre en place un programme de vulgarisation à l'intention des États membres pour donner plus d'impact aux résultats et à l'évolution des initiatives de CODI-Géo.

Association cartographique internationale (point 9.6.3 de l'ordre du jour)

123. Le Président de l'Association cartographique internationale (ACI), M. Bengt Rysted, a présenté au Sous-Comité le rapport de son organisation, en faisant observer que l'ACI comptait 75 États membres dont 12 en Afrique. Le rapport exhortait les États africains non membres à adhérer à l'Association.

124. Le rapport précisait aussi que l'ACI avait accepté la demande formulée dans la Déclaration de Durban et avait mis en place un Groupe de travail de cartographie pour l'Afrique et rédigé son mandat.

Référentiel géodésique de l'Afrique (point 9.6.4 de l'ordre du jour)

125. M. Vilber Otichilo, Directeur général du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD) a présenté le rapport du Groupe de travail sur le Référentiel géodésique africain. Il a été précisé que le Groupe de travail, constituant en même temps le Comité directeur de l'AFREF, avait reçu le soutien du Bureau des affaires spatiales de l'ONU (OOSA). Celui-ci avait financé le voyage des membres du Centre qui avaient participé aux conférences de l'Association africaine de télédétection pour l'environnement (AASE), à Nairobi en novembre 2004 et de l'Association mondiale pour les infrastructures des données spatiales (Le Caire, avril 2005). M. Otichilo a indiqué que pendant la conférence du Caire, des partenaires potentiels avaient été informés des activités du Centre et un projet d'appel à la

participation avait été préparé. L'appel serait pratiquement dans sa forme définitive pour être distribué par la CEA aux partenaires et parties prenantes.

Limites administratives du deuxième niveau (point 9.6.5 de l'ordre du jour)

126. M. Steve Ebener a présenté un rapport sur les limites administratives du deuxième niveau (SALB) et informé les participants de la cartographie et des limites administratives du 2^{ème} et du 3^{ème} niveaux dans le cadre du programme de mutations historiques des Nations Unies. Le programme était appliqué en Afrique et devrait atteindre ses objectifs en 2006. Le rapport soulignait l'importance de la coordination avec le Sous-Comité de la statistique, qui intégrait la composante essentielle de la cartographie des SALB.

Tendances nouvelles et évolution: programmes africains d'observation de la Terre et de communication par satellite (point 9.7 de l'ordre du jour)

Programmes africains d'observation de la Terre et de communication par satellite

127. Les participants ont reçu trois présentations sur les programmes d'observation de la terre et de communication par satellite du Nigéria, le programme sud-africain de satellite et les activités de l'Agence spatiale canadienne. Il a été noté que l'Agence spatiale canadienne était présente depuis peu en Afrique, mais avait actuellement des projets de coopération dans certains pays (Burkina Faso, Égypte, Ghana et Kenya), venant compléter mais non concurrencer les activités existantes d'autres grandes agences spatiales.

128. Les participants ont salué les progrès accomplis en Afrique, tout en exprimant leur préoccupation quant à la viabilité de telles initiatives, eu égard à la disparition en orbite d'un satellite sud-africain. Ils ont souhaité que cette perte ne décourage pas d'autres pays de s'engager dans les activités spatiales. La disparition du satellite a été expliquée par un problème d'attribution de position orbitale. Pour le présentateur du programme spatial sud-africain, il s'agissait principalement, en ce qui concerne le satellite, de prouver l'existence des capacités nécessaires.

Questions diverses (point 9.8 de l'ordre du jour)

129. La nécessité d'élire des membres représentant les sous-régions au sein du Groupe de travail exécutif a été évoquée. Le secrétariat a expliqué que le Groupe de travail était constitué des membres du Bureau et de représentants des institutions suivantes: RECTAS, RCMRD, OACT et EIS-Africa. Quand une sous-région n'est pas représentée au sein du Bureau, il convient alors d'élire un représentant au sein du Groupe. Conformément à cette règle, le Burkina Faso (représenté par Désiré Compaoré) a été élu pour représenter l'Afrique de l'Ouest au sein du Groupe de travail exécutif.

Adoption du rapport et séance de clôture (point 9.9 de l'ordre du jour)

130. Le rapport du Sous-Comité a été examiné et adopté, puis le Président a proclamé la clôture de la réunion.

C. REPRISE DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE

Rapport des Sous-Comités (point 10 de l'ordre du jour)

131. La séance plénière a reçu les rapports et résolutions des Sous- Comités et les a adoptés.

Date et lieu de la prochaine réunion (point 11 de l'ordre du jour)

132. La Directrice par intérim de la Division des services d'information pour le développement (DISD) a déclaré que la manifestation étant biennale, la prochaine réunion de CODI se tiendrait en 2007.

Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)

133. Aucun point n'a été inscrit au titre des questions diverses.

Adoption du rapport et séance de clôture (point 13 de l'ordre du jour)

134. Le Président a fait des observations sur les résultats de la réunion et a demandé à Mme Aida Opoku-Mensah, Directrice par intérim de la DISD de faire les remarques finales. Mme Opoku-Mensah a invité à son tour le Secrétaire exécutif de la CEA, M. K.Y. Amoako, à prononcer les observations finales. Le Président a déclaré la réunion clôturée.

Annexe1: Résolutions de la quatrième réunion du Comité de l'information pour le Développement.

ANNEXE 2. ORDRE DU JOUR

ANNEXE 3: LISTE DES ORGANISMES OBSERVATEURS

Institutions internationales et régionales:

Institutions financières:

Institutions universitaires et centres de recherche:

Institutions gouvernementales et ambassades:

Secteur privé:

Médias:

ONG/OSC:

Autres organismes: